



**EXTRAIT**  
du registre des Délibérations du Conseil Municipal  
séance du 28 juin 2022

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

**2022 - 102      REQUALIFICATION DE L'ILOT ROUSTAN  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 juin 2022, s'est réuni le mardi 28 juin 2022 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Patrick ISNARD  
(Prend part aux délibérations N°82 à N°86)  
Madame Mélanie ZARRILLO  
(Prend part aux délibérations N°82 à N°86)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Nicolas DOYEN  
Monsieur Franck BARBEY  
Madame Magali CONESA  
Madame Myriam LAZREUG  
Madame Alexane ISNARD  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENT SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Monsieur Nicolas DOYEN à Madame Valérie COPIN  
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN  
Madame Mélanie ZARRILLO à Madame Annie OGGERO-MAIRE  
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI  
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 29 mars 2022.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

/

DU 28 JUIN 2022

REQUALIFICATION DE L'ÎLOT ROUSTAN  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le projet de Déclaration d'Utilité Publique pour mener à bien la maîtrise foncière de l'îlot Roustan nécessaire à sa requalification et d'autoriser l'Etablissement Public Foncier PACA à effectuer les démarches nécessaires à cette procédure.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Considérant que par convention en date de juillet 2019, la commune de Grasse et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ont confié à l'Etablissement Public Foncier PACA une mission d'intervention foncière sur le site « Action Cœur de ville » en phase impulsion-réalisation et notamment sur le tènement dénommé « Ilot Roustan » compris dans le secteur sauvegardé du centre historique de Grasse.

Considérant que cet îlot constitué des immeubles sis au 2 traverse Etienne Roustan, 7 rue Rêve Vieille et 13 rue de la Poissonnerie, respectivement cadastrés Section BH n° 154, 155 et 161, d'une superficie totale d'environ 210 centiares, s'inscrit dans un projet de réhabilitation de logements en mixité sociale.

Considérant que l'Etablissement Public Foncier PACA n'a pu acquérir l'emprise foncière nécessaire à la réalisation du projet par voie amiable et que les lots suivants restent à maîtriser :

Adresse	Parcelle	Lots	Descriptif	Propriétaire
2 traverse Etienne Roustan	Section BH n° 154 de 54 ca	n° 1	Réserve	Indivision successorale de feu Geneviève QUAGLIA
		n° 2 à 5	Appartements	Indivision successorale de feu Laurent QUAGLIA, qui comprend également les successions de Florentine ISSALY, Georgette et Geneviève QUAGLIA

Adresse	Parcelle	Lots	Descriptif	Propriétaire
7 rue Rêve Vieille	Section BH n° 155 de 101 ca	n° 21, 24 à 26 et 29 à 34	Cave, magasin en RDC, 1 <sup>er</sup> , 3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> étages	Succession TORCHE / DJERFI
		n° 23	Local Rez-de-chaussée	DANESI
13 rue de la Poissonnerie	Section BH n° 161 de 55 m <sup>2</sup>		Entier immeuble	AMORETTI

Considérant que la convention d'intervention foncière précitée prévoit explicitement la possibilité de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique et que celle-ci s'avère nécessaire pour mener à terme la maîtrise foncière de cet îlot,

Considérant que le dépôt du dossier de DUP en Préfecture n'interviendra que lorsque les mesures prescrites par les arrêtés de mise en sécurité seront réalisées, conformément à l'article L 511-19 du Code de la construction et de l'habitation,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 juin 2022,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique avec enquête parcellaire conjointe du projet de requalification de logements en mixité sociale de l'îlot constitué des immeubles sis au 2 traverse Etienne Roustan, 7 rue Rêve Vieille et 13 rue de la Poissonnerie, respectivement cadastrés Section BH n° 154, 155 et 161, d'une superficie totale d'environ 210 centiares ;
- **AUTORISER** l'Etablissement Public Foncier PACA à effectuer toutes démarches dans le cadre de la procédure diligentée et notamment solliciter de l'autorité préfectorale l'émission des arrêtés d'utilité publique et de cessibilité avec au préalable la mise à l'enquête publique conjointe d'utilité publique et parcellaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 41 voix pour et 2 voix contre : Monsieur CASSARINI (2 voix).

Délibération affichée le **29 JUIN 2022**  
 suivent les signatures  
**POUR EXTRAIT CONFORME**  
 Le Maire,

